



PREFET DES COTES-D'ARMOR

Direction départementale
des territoires et de la mer

Secrétariat général

A R R E T E

prescrivant la révision du plan de prévention des risques d'inondation
et de submersion marine (PPRi-sm) de Paimpol

Le Préfet des Côtes-d'Armor

Officier de la Légion d'honneur,

VU le code de l'environnement, notamment les articles L562-1 et suivants et R562-1 et suivants concernant les plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

VU la loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et notamment son titre II ;

VU la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 octobre 2011 approuvant le plan de prévention des risques d'inondation de Paimpol ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 mai 2014 portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R 122-18 code de l'environnement ;

VU la délibération du conseil municipal de Paimpol en date du 3 février 2014 ;

CONSIDERANT que la submersion marine et les crues du Quinic sont de nature à engendrer des risques pour les personnes et les biens qui y sont exposés ;

CONSIDERANT que le plan de prévention des risques d'inondation et de submersion marine a pour objet de diminuer la vulnérabilité des sites exposés à ces risques, par l'information et les prescriptions applicables aux biens et activités existants et futurs ;

CONSIDERANT que les connaissances actuelles justifient de réviser l'aléa « submersion » et sa concomitance avec l'aléa « inondation par crue d'un cours d'eau » ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;

MOS JMM P

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : La révision du plan de prévention des risques d'inondation et de submersion marine de Paimpol est prescrite sur le territoire de la commune de Paimpol.

ARTICLE 2 : Le périmètre d'études du PPRI-sm de Paimpol est représenté sur la carte annexée au présent arrêté.

ARTICLE 3 : La direction départementale des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor (DDTM 22) est chargée de l'élaboration du projet de plan prévue à l'article 1^{er}.

ARTICLE 4 : Le plan de prévention des risques d'inondation et de submersion marine de Paimpol comprend :

- une note de présentation,
- un rapport de présentation des études techniques,
- les cartographies de l'aléa et de la vulnérabilité,
- la cartographie réglementaire,
- un règlement fixant les conditions d'occupation et d'utilisation du sol à l'intérieur de chaque zone cartographiée.

ARTICLE 5 : Sont associés à l'élaboration du plan de prévention des risques d'inondation et de submersion marine :

- le maire de la commune de Paimpol ou son représentant,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ou son représentant.

Une réunion d'association est organisée dès le lancement de la procédure. Le cas échéant, d'autres réunions peuvent être organisées soit à l'initiative de la DDTM 22, soit à la demande des personnes associées.

Les réunions d'association présentent :

- les études techniques du PPRI-sm,
- les propositions de carte réglementaire et de règlement avant enquête publique.

Les comptes rendus de ces réunions sont adressés, pour observations aux personnes associées qui disposent d'un délai de 30 jours à compter de la réception pour adresser leurs remarques écrites à la DDTM 22.

ARTICLE 6 : Les différentes phases d'élaboration du projet de PPRI-sm donnent lieu à information et à consultation du public, notamment par voie d'enquête publique, dans des conditions précisées par décision préfectorale.

ARTICLE 7 : Un exemplaire du présent arrêté est notifié au maire de Paimpol. Il doit être affiché pendant un mois dans la mairie de Paimpol. Il est publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département et inséré, par les soins de la DDTM 22, dans les journaux « Ouest-France » et « Le Télégramme ».

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Paimpol et le directeur départemental des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Brieuc, le 21 JUL. 2014


Pierre SOUBELET

